



COMMUNIQUE DE PRESSE

4 X OUI et 1 X NON aux objets soumis à votation le 27 septembre 2020

Réuni en Conseil de parti ce mardi 25 août 2020, le PDCVr a pris position sur les objets soumis en votations populaires fédérales le 27 septembre prochain. Une assemblée bien garnie, consciente des enjeux pour le Valais et la Suisse, a plébiscité les positions suivantes :

- 2 X OUI pour les familles, en soutenant le congé paternité (90% des votes) et les déductions fiscales pour les frais de garde (86%)
- OUI à la sécurité en soutenant l'acquisition de nouveaux avions de combat à (92%)
- OUI à la biodiversité et à l'équilibre en approuvant la nouvelle loi sur la chasse à (96%)
- Quant à l'initiative de limitation de l'UDC, c'est NON à (94%)

OUI au congé paternité !

Marianne Maret a présenté cet objet en rappelant que c'est notre parti, avec Martin Candinas (CN Grison), qui a proposé ce congé de deux semaines, en 2014 déjà. La présence du père après la naissance est essentielle pour bien démarrer la vie de famille. Lorsqu'ils ont leur premier enfant, les parents doivent s'adapter à cette nouvelle situation et créer des liens avec le nouveau-né. S'ils ont déjà d'autres enfants, ils doivent en outre s'occuper d'eux. Une pause professionnelle est donc également nécessaire pour les pères. Ceux-ci veulent assumer leurs responsabilités, mais doivent à l'heure actuelle souvent prendre un congé non payé pour ce faire. Il faut par conséquent qu'ils puissent bénéficier d'un congé-paternité payé pour participer aux tâches familiales dès la naissance de leur enfant, ce qui contribue largement à créer des relations familiales solides. En comparaison internationale, sur le congé parental, la Suisse est une île au milieu de l'Europe. Certains opposants parlent de vacances et Marianne de conclure : « Combien de pères, parmi vous, ont considéré ces quelques jours suivants la naissance comme des vacances ? Cet argument est malhonnête ! »

OUI aux déductions fiscales pour frais de garde !

Marianne Maret a exposé l'enjeu de manière très claire : « Aujourd'hui le PDC vous propose de soutenir 900'000 familles qui paient des impôts et ne reçoivent rien, alors oui, forcément, il est question d'aider aussi la classe moyenne ». Les personnes qui élèvent des enfants apportent une contribution capitale à la société. Cependant la charge financière qui pèse sur elles s'alourdit inexorablement (croissance des primes de l'assurance maladie et hausse des loyers). L'augmentation, sur le plan fédéral, de cette déduction soulagera financièrement toutes les familles, un soutien d'autant plus nécessaire dans le contexte de la crise actuelle du coronavirus. C'est également une aide au travail des femmes et à l'engagement associatif et civique. Cette mesure coûtera 380 millions et ce n'est pas beaucoup pour la Confédération car 60 % des ménages sont concernés, les salariés comme les indépendants.

OUI à l'acquisition de nouveaux avions de combat !

Le canton du Valais est particulièrement concerné par cet objet et le Conseil d'Etat, qui a pris position en faveur des nouveaux avions de combat en est bien conscient. Le Valais regorge d'infrastructures critiques (barrages, sites chimiques etc...), c'est un canton frontière et Sidney Kamerzin nous a rappelé qu'il faut une protection intégrale contre la menace venue du ciel. Des avions de papier, comme proposé par les socialistes, c'est clairement une mauvaise solution. L'avenir de l'aéroport de Sion, véritable poumon économique du Valais (5% du PIB valaisan en retombées directes ou indirectes) est aussi en jeu. Rappelons aussi qu'en 2018 les dépenses de défense représentaient 6.8% des dépenses de la Confédération. Cette part a donc nettement chuté depuis 1990, lorsqu'elle atteignait 18%, et n'augmentera que légèrement dans les années à venir. Nous ne pouvons pas continuer à démanteler notre défense. Soutenons notre Conseillère fédérale, Viola Amherd, et acceptons l'acquisition des nouveaux avions de combat !

OUI à la loi sur la chasse !

Sidney Kamerzin a insisté, à nouveau, sur l'importance de cette loi pour le Valais, en rappelant le travail de Benjamin Roduit pour obtenir ce bon compromis. C'est une loi qui augmente la protection de la biodiversité, qui se soucie des espèces menacées avec la création de corridors faunistiques notamment. Aujourd'hui, la population accepte la présence du loup, à condition qu'elle se fasse dans le respect des agriculteurs, des éleveurs mais aussi des promeneurs, des sportifs, qui ne peuvent plus se déplacer là où il y a des patous. La réintroduction de la compétence de tirer au niveau cantonal est souhaitable, c'est au canton de décider, à son échelon, s'il doit y avoir une régulation ou non, avec le recours possible de l'office fédéral de l'environnement. Oui à la loi sur la chasse, pour la meilleure cohabitation possible entre espèces dans notre belle nature !

NON à l'initiative de limitation !

Marianne Maret a défendu sans équivoque la position du PDC : « Si un seul des accords bilatéraux est dénoncé, tous les accords deviennent caducs et, dans ce cas, le Conseil fédéral devra tout renégocier avec l'UE, au pire moment (Brexit, Covid). ». Pour le Valais, les secteurs de l'agriculture, de la santé, du tourisme, de la recherche et de l'innovation seraient ébranlés d'une manière catastrophique. L'UDC laisse planer le doute sur ses intentions. Mais son initiative accuse bel et bien l'immigration de l'UE d'être à l'origine de tous nos maux. Et Marianne Maret de rappeler que le taux de chômage, en Suisse, est très bas. Les jeunes étrangers ne remplacent pas les travailleurs suisses plus âgés. Dans les faits, le chômage des 50+ diminue. Le spectre d'une Suisse à dix millions d'habitants n'est pas réaliste, et de noter qu'un demi-million de Suisses vivent et travaillent également dans les pays de l'UE.

Invité par le Conseil de parti, Serge Gaudin, Vice-président de Novelis, a apporté son éclairage issu de son expérience internationale : « ces deux dernières années j'ai défendu l'économie suisse à Bruxelles. L'Union européenne, aujourd'hui, est sur la défensive, on assiste à une montée des protectionnismes, notamment à cause du conflit sino-américain. Un affaiblissement des accords bilatéraux pourrait conduire l'Union européenne à prendre des mesures de quotas d'importation envers la Suisse. Si une guerre des quotas devait surgir avec l'Europe, la Suisse aurait évidemment tout à perdre.

Sion, le 26.08.20

Personnes de contact

Joachim Rausis, Président du PDCVr, 079 255 36 59

Vincent Baud, Secrétaire général du PDCVr, 079 372 17 70